



Directrice de Publication : Caroline Claire Yankep

Jeunesse TRANS FERT

Une jeunesse capable de s'assumer devant toute épreuve socio politique en préservant l'esprit civique et le sentiment national.

N° 103

Une publication périodique de la *Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)*

Décembre 2022

FAIRE VOIR L'AVENIR DES JEUNES EN ROSE EN 2023



Editorial

Nouvelle année, nouveaux défis

2023 s'annonce un peu plus difficile sur le plan économique et social selon le thermomètre des médias. Ceux-ci se basent sur le coût de la vie qui sera encore plus cher qu'en 2022. La loi des finances votée au cours de la dernière session parlementaire révèle de nouveaux impôts et taxes collés sur le dos du contribuable. Certains ont simplement doublé. Que nous réserve l'année 2023 ? Certainement de grands défis qu'il faudra absolument relever.

Au niveau de notre organisation, nous sommes plus que déterminés à amener les jeunes à voir leur avenir en rose. Nous sommes motivés en cela par les débats nés au lendemain de la suppression dans le budget de l'Etat de la ligne consacrée aux fonds destinés aux micros projets parlementaires. Cette dotation aurait pris l'appellation « d'appui pour l'action parlementaire », ce qui conforte notre plaidoyer initié en 2019.

En trois années de lutte (2019-2022), les jeunes ont plaidé, entrepris du lobbying pour faire comprendre que ces fonds devraient être affectés à l'institutionnalisation des permanences parlementaires, susceptibles de créer des emplois au profit des jeunes. L'argument, de notre point de vue, est que l'acceptation de ces fonds par les Députés les rendait incompétents à assurer objectivement le contrôle de l'action du gouvernement dans la mesure où les fonds des micros projets parlementaires faisaient de la Représentation Nationale un

complice et allié de la mal gouvernance.

Il va falloir poursuivre ce plaidoyer pour que « l'appui pour l'action parlementaire » soit orienté vers l'institutionnalisation des permanences parlementaires, de sorte que les Députés puissent montrer leur sincérité à lutte contre le chômage des jeunes et à contribuer à la culture politique et juridique de la jeunesse, afin de mieux préparer la relève politique. Car en exerçant dans les cabinets parlementaires, les jeunes vont acquérir une expérience pratique en même temps qu'ils vont accompagner les Députés dans leur quête de performance et de pertinence.

Durant l'année 2022, deux autres plaidoyers ont été initiés. L'un portant sur l'élaboration des plans communaux d'emploi jeune pour ainsi activer et donner de la substance aux Bureaux Emplois Municipaux créés dans les Communes de Mokolo et Mora. A travers le projet PRECISE-PREVICOS, une proposition d'orientation pour l'élaboration d'un tel plan a été développée de façon inclusive et participative, avec une implication particulière des sectoriels de ces deux départements de la Région de l'Extrême Nord.

L'autre plaidoyer lancé dans le cadre de ce même projet PRECISE-PREVICOS, cette fois-ci dans la Région de l'Adamaoua, porte sur l'inscription dans les budgets

⇒⇒⇒

⇒⇒⇒ Suite Editorial

communaux des appuis financiers spécifiques en faveur des projets des jeunes dans les secteurs précis. Le consortium des organisations de jeunesse en charge du pilotage de ce plaidoyer aura fort à faire pour faire comprendre que les organisations de jeunes veulent contribuer à la gouvernance locale et à la création de la richesse.

Si la Commune de Galim a admis la participation des jeunes à sa dernière session du Conseil Municipal de 2022 (comme l'avait fait en 2021 le Maire de Meiganga toujours à la demande de PRECISE –PREVICOS), c'est dire que la participation citoyenne des jeunes à l'action publique a de meilleurs jours devant elle. Il va falloir amener les populations des quatre Groupements de l'Arrondissement de Galim à faire fonctionner l'animation communautaire autour du suivi du budget communal et du budget d'investissement public. Ces défis pour l'année 2023 ne sont pas impossibles à relever. Les jeunes peuvent compter sur le Programme Service Civil pour la Paix (SCP), qui nous donne l'opportunité de continuer à les renforcer, y compris dans le domaine de la culture de la paix, où le plaidoyer conduit par la Direction Nationale de l'Education de l'Eglise Evangélique du Cameroun (DNE/EEC) abordera ses prochaines phases consacrées à l'implication directe des jeunes dans la conception des messages et leur communication.

Dans les Communes de Yaoundé, Eséka, Bélabo, Bikok, Ngoumou et Ebolowa 2^e, il faudra trouver des stratégies et moyens pour vulgariser les deux Guides produits par et pour les Chefs traditionnels et les jeunes. Leur appropriation par les autorités traditionnelles peut favoriser leur prise en compte par la commission consultative chargée de certifier les acteurs des mises en valeur et des limites des terres objet de transactions.

En effet :

- Le guide de documentation des processus fonciers se présente comme un outil et un moyen pour donner aux chefferies traditionnelles une place dans la gouvernance foncière locale.
- Le second guide portant sur l'implication des jeunes dans les processus et opérations foncières vient mettre fin à tous les conflits qui naissent de la remise en cause par les jeunes des actes fonciers posés par leurs ascendants.

Ces deux outils, qu'il faudra bien éditer et publier, sont produits dans le cadre du projet Gouvernance Locale et Prévention des Conflits Fonciers (GLOPCOF), grâce à un appui de Mensen met een Missie.



L'année anniversaire est terminée



Les 365 jours de l'année 2022 se sont écoulés. Comme une fumée qui s'évanouit, l'année des 15 ans de DMJ s'en est allée avec des malheurs, mais beaucoup de bonheur. Le décès du Père Gilbert, un des membres fondateurs de DMJ, membre du Conseil d'Orientation et Trésorier de l'association, a été précédé par le départ pour l'éternité des proches parents de quelques autres membres. Que la terre de nos ancêtres qui les a accueillis leur soit légère.

Les 15 ans de DMJ ont été célébrés à travers un culte d'action de grâce à la Paroisse EEC de Mewoulou. En présence de tous les 20 membres des équipes opérationnelles en activité dans les représentations régionales de l'Extrême Nord à Maroua, de l'Adamaoua à



CE QUE RESERVE LE PARTENARIAT DDJEC-DMJ

Signée le 24 novembre 2022, la convention de partenariat entre la Délégation Départementale de la Jeunesse et Education Civique (DDJEC) des Bamboutos et DMJ vise à impulser une dynamique nouvelle au sein du mouvement associatif dans le département. Elle prévoit des interventions ciblées dans les 4 Arrondissements : Mbouda, Batcham, Babadjou et Galim. La convention prévoit notamment de stimuler la citoyenneté active, l'appropriation des programmes et opportunités offertes aux



jeunes ainsi que la promotion des valeurs afin de lutter contre les discours de haine, la consommation des alcools, drogues et stupéfiants.

En paraphant le document de convention, Monsieur Gilles Djomo, DDJEC, a recommandé à ses collègues Délégués d'Arrondissement de la Jeunesse et Education Civique (DAJEC) de faciliter la collaboration et la coopération avec les équipes de DMJ pour que les objectifs énoncés dans la convention soient réalisés. Dans ce sens, la convention prévoit des évaluations périodiques regroupant les 4 DAJEC.

Figures de femmes de DMJ au CNJC

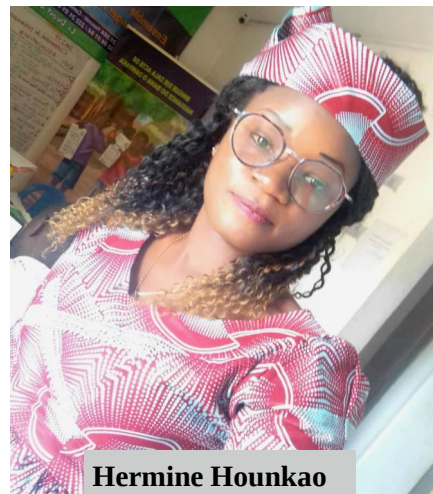
Promouvoir le genre féminin c'est accepter que les femmes qui le méritent accèdent à des positions de responsabilité et de décision. Ngochi Emmerancia Meti et Hermine Hounkao sont deux figures

de femmes qui représentent DMJ au sein de deux du Conseil Communaux de la Jeunesse. Elles ont été élues en Novembre 2022 au poste de Vice Présidentes communales lors du renouvellement des organes déconcentrés de cette plateforme nationale des jeunes. Emmerancia officie dans le Bureau Communal de Galim tandis que Hermine rempile à Ngaoundéré 2. Ces deux demoiselles qui ont le mérite de connaître le milieu associatif dans leurs communes respectives sont aussi de ferventes militantes du respect des droits et libertés. Leur engagement pour la scolarisation de la jeune fille, la protection de l'état civil et la lutte contre les violences basées sur le genre fait d'elles des personnes qui

vont faire boucher les lignes en rendant plus actifs les Conseils Communaux. Leur mandat court de 2023 à 2025. Nous leur disons « Courage ».



Ngochi Emmerancia Meti



Hermine Hounkao

Nos contacts

DMJ Siège: C24 individuel, SIC Mendong (Ydé) BP : 31 564 Yaoundé – Cameroun
Tél. : (237) 242 04 51 64 / 680 754 005 **Mail :** dmj@dmjcm.org / wdypcm@yahoo.fr
DMJ Adamaoua (Ngaoundéré) : 698 45 37 87 / 650 44 88 04
DMJ Extrême-Nord (Maroua) : 658 60 95 06 **DMJ Ouest (Bamendjing) :** 690 85 42 09

Site web & réseaux sociaux

Web : www.dmjcm.org
Facebook : www.facebook.com/dynamiquemondialedesjeunes
Twitter : www.twitter.com/DMJ_WDYP
Youtube : youtube.com/@dynamiquemondialedesjeunes

MERCI A NOS PARTENAIRES



Traçabilité des transactions foncières au niveau des villages

A l'heure où le débat foncier au Cameroun se cristallise sur la réforme foncière, nous nous évertuons à tirer une sonnette d'alarme sur le rôle de plus en plus marginale de la chefferie traditionnelle dans la gouvernance foncière locale. La loi consacre le rôle de membre de la commission consultative à la chefferie traditionnelle, un rôle qui est de plus en plus méprisé du fait de la maîtrise limitée par les autorités traditionnelles des réalités foncières de leur communauté.



Après cinq ans de travail avec les chefferies traditionnelles dans la perspective de mettre sur pied un système communautaire de gestion et de prévention des conflits fonciers, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il était urgent d'harmoniser pour les villages de nos zones d'intervention la méthode de documentation des processus fonciers et de cartographier le type de données à collecter. Cette idée a été concrétisée par la production d'un guide de documentation des processus fonciers.

Le guide de documentation des processus fonciers répond à trois préoccupations fondamentales : De quel terrain parlons-nous exactement (1) ? Qui sont les propriétaires naturels des terres identifiées (2) ? Comment les terres peuvent générer des revenus stables aux jeunes et aux femmes (3) ? La présentation du guide aux autorités traditionnelles d'une trentaine de chefferies des Communes d'Eséka, de Bikok, de Belabo et de Yaoundé VI a suscité de l'espoir chez les autorités traditionnelles.

Cet espoir naît du fait que ces derniers voient à travers le guide un moyen de reprendre le contrôle sur les terres de leur village. La condition pour que les autorités traditionnelles arrivent à contrôler les terres de leur communauté c'est de documenter avec rigueur les transactions y relatives. Le fait de documenter les processus fonciers est pour le membre de la collectivité coutumière une première source de sécurité. Bien plus, en documentant les processus fonciers, la chefferie va peser désormais de tout son poids dans les travaux des commissions consultatives dans la mesure où le but de cette commission est de certifier l'occupation paisible des terres par celui qui demande à l'Etat de lui accorder un droit de propriété définitif.

Les chefs de familles gagneraient à se rapprocher des autorités traditionnelles pour faire documenter toutes les informations importantes. C'est par exemple un palliatif partiel à l'absence de testament qui est une source de conflit foncier entre frères et sœurs lorsque les parents décèdent. Les jeunes et les femmes gageraient à faire documenter leurs contrats de location ou d'exploitation foncière temporaire des terres. En fournissant toutes les données requises à cet effet, les parties gagnent en crédibilité auprès de leurs autorités traditionnelles qui sont systématiquement consultées lors des enquêtes de moralité préalables au décaissement de certains financements des projets des jeunes.



Education à la paix

Après les enquêtes, place aux analyses. Le plaidoyer est lancé. Les organisations membres du Service Civil pour la Paix réunies autour de la DNE/EEC affûtent les idées pour aller à la rencontre des structures de violence. Leur arme, ce sont des arguments qui militent pour la non violence et l'acceptation de la différence.

À bien analyser, ces armes sont indiscutablement plus efficaces que toute autre pour que la société juste, idéale que nous rêvons tous se réalise.



Directrice de Publication

Caroline Claire Yankep

Conseil Editorial

Dupleix F. Kuenzob
Alice N. Tchoumkeu
Claudia Kaiser

Rédacteur en Chef

Michel Fokou

Secrétaire de Rédaction

Stéphanie Pettang

Relations Publiques

Igor Tchouateun

Collaboration

Alliance Fidèle Abelegue
Thierry Fegue
Elise Virginie Mvemie
Hannah Djougoudoum
Félix Kouanou
Arnaud Junior Tonga
Elvis Tetang
Emmanuel Lawane
Tissia Firida
Francis Danzabe
Martin Djekome
Cisse Djibril
Yasmine Soumaïyata
Ngochi Emmenrencia
Diderot Toka
Ferdinand Fendju